

4. Exigences d'un catalogue d'objectifs efficaces pour le développement durable

«Il n'est pas si difficile d'élaborer de nouveaux concepts et stratégies. Il est beaucoup plus difficile de laisser tomber la vieille routine et les vieux modèles.»

(John Maynard Keynes)

Si le cadre post-2015 doit être un agenda global qui conduise à un développement mondial porteur d'avenir, il doit surmonter les faiblesses intrinsèques des OMD. Aujourd'hui, la communauté internationale a la possibilité unique d'élaborer un agenda fondé sur les droits, qui permet de concilier la justice sociale, la lutte contre la pauvreté et la protection de l'environnement, et de créer les structures économiques et commerciales nécessaires. Pour cela, le cadre post-2015 doit remplir six exigences centrales:

1. Réunir des objectifs cohérents dans un seul agenda de développement post-2015

L'articulation de mesures politiques pour la protection de l'environnement et des ressources avec une répartition plus équitable, au niveau mondial, du bien-être et d'une assurance sociale de base, exige un agenda de développement intégré. Celui-ci doit concilier de façon cohérente, dans un seul catalogue d'objectifs, la lutte contre la pauvreté (OMD) avec des objectifs pour la justice sociale et un développement respectueux de l'environnement (ODD).

A cette fin, l'agenda prend aussi en compte les changements sociétaux nécessaires, comme l'internalisation des coûts environnementaux et sociaux et les principes de solidarité, au lieu de la concurrence à tout prix. De plus, les pays industrialisés doivent enfin accepter de reformuler les règles du commerce mondial d'une façon qui favorise le développement et ré-réguler les marchés financiers, notamment pour réduire drastiquement leur potentiel de crise.

2. Mettre fin à la pauvreté extrême

L'objectif principal de cet agenda post-2015 doit être la fin de la pauvreté extrême. Selon la Banque mondiale, 1,2 milliard de personnes sont encore obligées de survivre avec moins de 1,25 USD par jour.⁹ Il est scandaleux que, selon l'Organisation de l'ONU pour l'alimentation (FAO), plus de

800 millions de personnes souffrent de la malnutrition et de la faim, alors que la production de denrées alimentaires par habitant a augmenté. Il n'est pas acceptable que 40 pour cent de la nourriture produite dans le monde finissent comme déchets, qu'en Afrique plusieurs millions d'hectares de plantes servent à produire des agrocarburants et que les investisseurs continuent à spéculer sur les prix des matières premières.

Les instruments pour mettre fin à la pauvreté extrême et à la faim sont connus. La réalisation des droits économiques, sociaux et culturels exige l'adoption de mesures étatiques en faveur de l'assurance sociale de base, la fourniture de soins de santé de base et de l'éducation scolaire, tout comme l'accès à des sources de revenu et des possibilités d'emploi. En matière d'alimentation, le passage à une agriculture centrée sur la petite paysannerie et écologique, combinée avec une commercialisation organisée au niveau local permet, dans beaucoup de régions, une alimentation adéquate sans occasionner de coûts additionnels ou une plus grande destruction de l'environnement.

3. Mettre la société et l'environnement au centre

L'objectif principal de l'économie doit être la réalisation des besoins sociaux, culturels et économiques des gens. Un système économique porteur d'avenir n'est donc pas seulement respectueux de l'environnement (dans le sens d'une économie verte), mais il assure en même temps la justice sociale et la participation sociétale par des structures économiques et financières équitables, fondées sur les droits humains.

La crise économique actuelle dans les pays industrialisés est l'illustration même de ce qui se passe lorsque la justice sociale n'est pas respectée et que la richesse croissante se concentre entre les mains de quelques-uns: les salaires de la majorité de la population stagnent depuis 30 ans et ils sont découplés de l'augmentation de la productivité. Celle-ci n'a

⁹ Banque mondiale, FMI: «Global Monitoring Report 2013: Rural-Urban Dynamics and the Millennium Development Goals»



«En Suisse, le nombre d'heures non rétribuées allouées à l'assistance et à l'accompagnement des personnes dépasse celui de tout le travail rémunéré. Dans le monde, c'est aux femmes qu'incombe la charge principale de ce travail, au détriment de leur budget temporel pour la participation politique et économique.»



profité qu'aux couches supérieures de la population, ce qui explique que le revenu et la fortune des plus riches ont atteint des dimensions inégalées jusqu'ici.

L'agenda pour le développement post-2015 doit aider à initier une nouvelle politique économique globale qui réduise progressivement les déséquilibres macro-économiques. Pour cela, les salaires des masses doivent être liés de nouveau aux augmentations de productivité ou ces dernières utilisées pour réduire les temps de travail. Cela mettrait aussi un frein à la machine de la croissance dans les pays riches et laisserait une marge de manœuvre pour une croissance économique «de rat-trapage» dans les pays pauvres. Au niveau international, les politiques salariales et fiscales doivent être façonnées de façon à ce que tous les êtres humains puissent couvrir au moins leurs besoins fondamentaux. Cela exige d'arrimer de nouveau l'économie financière à l'économie réelle.

En même temps, il faut une nouvelle valorisation sociétale du travail. Une redéfinition du travail «socialement utile» est nécessaire, de même qu'une inclusion plus juste dans l'économie des prestations – importantes sur le plan macro-économique, mais non comptabilisées monétairement – fournies par le travail de soin et d'accompagnement. En Suisse, le nombre d'heures non rétribuées allouées à l'assistance et à l'accompagnement des personnes dépasse celui de tout le travail rémunéré. Dans le monde, c'est aux femmes qu'incombe la charge principale de ce travail, au détriment de leur budget temporel pour la participation politique et économique.

Une revalorisation économique des services qui ménagent les ressources augmente le revenu dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Elle permet de réduire, en même temps,

la part des dépenses disponibles pour la consommation de biens qui nuisent à l'environnement. Les services de soin – aujourd'hui exécutés en grande partie par les femmes, sans une rémunération (suffisante) – doivent donc recevoir une compensation adéquate, tout comme les ressources naturelles renouvelables et non renouvelables.

4. Limiter la consommation de ressources et les distribuer équitablement

L'agenda post-2015 doit assurer non seulement une distribution plus équitable des revenus, mais aussi des ressources disponibles dans le monde. Pour cela il faut:

1. des limites globales pour la consommation des ressources naturelles, fixées de sorte que la force de reproduction des écosystèmes soit maintenue en même temps que l'utilisation humaine continue et

2. un accès juste aux ressources renouvelables et non renouvelables restantes, pour que tous les êtres humains puissent couvrir leurs besoins fondamentaux et trouver une place dans le «cadre de vie sûr et équitable» (graphique 1, page 6).

5. Créer les conditions structurelles

La carence et la destruction sauvage des ressources sont des causes essentielles du déclin et de la faillite des Etats. On pourrait les pallier en régulant mieux les investissements directs à l'étranger, l'utilisation de la terre et des ressources naturelles, et en adoptant des mécanismes efficaces de contrôle du respect des règles. Les victimes de violations des droits humains et de la destruction de l'environnement, causées par les entreprises transnationales de matières premières, doivent pouvoir

«La carence et la destruction sauvage des ressources sont des causes essentielles du déclin et de la faillite des Etats. On pourrait les pallier en régulant mieux les investissements directs à l'étranger, l'utilisation de la terre et des ressources naturelles, et en adoptant des mécanismes efficaces de contrôle du respect des règles.»

porter plainte dans les Etats d'origine de ces multinationales. En même temps, il faut créer des structures légales dans les Etats fragiles et soutenir les forces susceptibles de mettre un terme à l'arbitraire des despotes.

Les structures de décision démocratiques sont tout aussi importantes pour un développement juste et respectueux de l'environnement. Cela présuppose que la domination minoritaire des pays industrialisés dans les organisations multilatérales prenne fin, que d'importantes décisions économiques et socio-politiques soient prises à nouveau dans le cadre des Etats nations et que le pouvoir de décision des acteurs économiques transnationaux et de leurs associations soit limité. En même temps, il faut mettre un terme aux exonérations fiscales des entreprises transnationales et de la classe globale des super-riches, qui se sont installés de façon presque «extraterritoriale» dans des communautés fermées (gated communities).

Pour réaliser l'égalité de genres, il faut une nouvelle mesure du bien-être qui reconnaisse le travail social de reproduction et de soin comme une part incontournable de l'économie productive. Car seul ce qui trouve sa place dans la facture macro-économique globale et dans le budget de l'Etat obtient une valeur sociale et est pris en considération dans les distributions politiques. Le but d'une économie publique doit être l'augmentation du bien-être de tous et non l'accumulation maximale de revenu et de possession par quelques-uns, ainsi que le stipule également la Constitution suisse.

6. Créer des mécanismes efficaces de contrôle

Le nouvel agenda doit fixer des objectifs globaux absolus, mais aussi des objectifs relatifs pour mesurer le progrès, qui soient

inscrits dans les processus de décision démocratiques au niveau national, régional et local. Ces derniers doivent tenir compte de situations de départ socio-économiques et culturelles différentes.

Ce faisant, les Etats s'engagent individuellement, au niveau de l'ONU, à atteindre les objectifs qu'ils se sont eux-mêmes fixés dans un délai donné et à les faire contrôler régulièrement de façon indépendante. Le mécanisme de contrôle qui existe depuis quelques années sous la forme de l'examen périodique universel (EPU) pour les droits humains pourrait servir de modèle. Un tel «contrôle de cohérence» servirait à vérifier la conformité de toute la politique d'un pays avec les principes de durabilité universels et les droits humains.

Un EPU élargi de cette sorte pourrait aussi servir à évaluer le niveau des besoins financiers d'un pays pour atteindre ses objectifs de développement durable. Additionnés au plan international, ces chiffres des besoins constitueraient un cadre d'orientation – fondé sur la demande – pour les transferts bi- et multilatéraux; ils pourraient remplacer, en tant que cadre de référence, l'approche – fondée sur l'offre – de la coopération au développement. C'est ainsi que l'agenda de développement post-2015 initierait un changement de perspective pour passer d'un financement du développement fondé sur l'aide à un autre reposant sur les droits.